

Grandeur et misère de la mondialisation au Canada anglais

Patricia Marchak

Number 39, 2003

La sociologie canadienne anglophone

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002378ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002378ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

This short essay surveys anglophone sociological and selected other social science literature on globalization. It includes contributions in the neo-Marxist vein, where globalization is an extension of earlier theory on imperialism, and neo-classical contributions where globalization is understood as normal market transactions. The democratic welfare state is the focus of many contributions, where destruction and change are debated. There are more contributions from sister disciplines than from sociologists on this topic. The author concludes with some personal reflections on the field as of 2003.

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marchak, P. (2003). Grandeur et misère de la mondialisation au Canada anglais. *Cahiers de recherche sociologique*, (39), 93–107.
<https://doi.org/10.7202/1002378ar>

Grandeur et misère de la mondialisation au Canada anglais¹

Patricia MARCHAK

Il y a quelques années, je m'engageais dans le débat sur la mondialisation qui n'en était encore qu'à ses débuts, et publiais deux livres, *The Integrated Circus*² et *Logging The Globe*³. La discussion a rapidement pris de l'ampleur, et comme il arrive souvent avec nos productions passées, je peux maintenant voir certaines de mes erreurs. En vue de la présente contribution aux *Cahiers*, j'ai demandé à des collègues de tout le pays de me suggérer des titres parus depuis une demi-douzaine d'années. Si l'exposé que j'en tire ici rend compte des différents points de vue, comme je l'espère, il n'est certes pas exhaustif. Le manque d'espace empêche notamment d'amorcer une discussion plus approfondie de travaux en provenance des disciplines voisines de la sociologie, et d'autres des milieux activistes non universitaires.

Entre tous ceux qui, dans les sciences sociales, ont abordé de front la question, il y a finalement peu de sociologues. La sociologie d'expression anglaise tend à se concentrer sur l'ethnicité, le genre et les communautés; bien qu'ils réfèrent à la mondialisation, le plus souvent de façon péjorative et seulement incidente, pour expliquer tel ou tel phénomène, les sociologues n'ont pas vraiment plongé dans le débat. Ceux qui écrivent de façon soutenue sur le sujet, en général, s'y opposent. Se joignent à eux la plupart des théoriciens de l'économie politique et plusieurs autres provenant de la géographie. Il y aurait une perversité du système capitaliste qui, par définition, rendrait la mondialisation suspecte. Ces théoriciens analysent la mondialisation en termes de néo-impérialisme. Par contre, les économistes et la majorité des politicologues sont plus positifs, et moins enclins à se préoccuper de la nature du capitalisme; ils tendent plutôt à peser les avantages et les inconvénients des développements particuliers

1. Traduction par Louis Jacob.

2. M. P. Marchak, *The Integrated Circus: The New Right and the Restructuring of Global Markets*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991.

3. M. P. Marchak, *Logging the Globe*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1995.

qu'on associe au «monstre». Des deux côtés cependant, et bien que les interprétations diffèrent considérablement quant aux causes, il est fréquent qu'on perçoive les mêmes problèmes au niveau micro-économique. Les positions à droite comme à gauche de l'échiquier politique ne sont pas directement liées à des positions face à la mondialisation.

1. Mondialisation et néo-impérialisme

Dans l'ensemble des sciences sociales, ce sont surtout des sociologues qui représentent le courant néomarxiste. Ceux-ci considèrent la mondialisation comme un prolongement d'une ère plus ancienne. Gary Teeple⁴ ou James Petras et Henry Veltmeyer⁵, par exemple, ne voient rien d'autre dans la mondialisation qu'une forme d'oppression, mieux comprise comme la forme contemporaine de l'impérialisme. Petras et Veltmeyer en donnent la définition suivante: «le terme réfère à l'élargissement et à l'approfondissement de la circulation internationale des biens, du capital, de la technologie et de l'information, à l'intérieur d'un même marché mondial intégré» — une définition que les économistes néoclassiques accepteraient probablement. Plus précisément encore, il s'agirait d'une construction idéologique ayant pour fonction de masquer les intérêts de la classe qui profite de cet essor — à n'en pas douter, une conclusion que rejetteraient les néoclassiques. Cette classe domine les 37 000 firmes transnationales (FTN) qui contrôlent la planète avec, à leurs côtés, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres institutions financières, le Groupe des Sept, la Commission trilatérale et le Forum économique mondial. Elle exerce sa domination grâce à des instruments tels que l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), les grandes banques et leurs filiales.

L'explication historique commence dans l'après-guerre, avec le processus de concentration et de centralisation du capital dans les FTN, se poursuit avec l'expansion du régime fordiste (la production en chaîne) à travers le monde, puis avec la prise d'assaut du «pacte social» dans les pays industrialisés du centre qui mènera, pendant la croissance des années 1950 et 1960, aux politiques d'État-providence; finalement, la transnationalisation de la production et des marchés financiers entraîne un état

4. G. Teeple, *Globalization and the Decline of Social Reform*, Toronto, Garamond, 1995.

5. J. Petras et H. Veltmeyer, *Globalization Unmasked. Imperialism in the 21st Century*, Toronto, Fernwood, 2001.

de crise endémique. Selon Petras et Veltmeyer, dans les années 1980 et 1990, «le capital attaque directement le travail en s'en prenant aux salaires, aux conditions et aux avantages des travailleurs, tout comme à leur capacité de s'organiser et de négocier». Le «nouvel ordre mondial» est l'expression des exigences du capital et de la défaite du travail à l'heure de la compétitivité géopolitique, la fin de la capacité de l'État-nation à éviter le conflit. Les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, le FMI ou la Banque interaméricaine de développement ont réussi à bloquer les restrictions des États-nations sur les opérations du capital, elles ont réussi à empêcher la création ou l'entrée en fonction de toute stratégie nationale qui serait incompatible avec les intérêts du capital financier international. Teeple reprend le même argument pour faire valoir, comme l'indique le titre de son ouvrage, que le programme néolibéral consiste purement et simplement à démanteler l'État-providence, à limiter la démocratie et à donner la primauté à la propriété privée.

Harriet Friedman⁶ s'attarde à la régulation institutionnelle du capitalisme sur le plan mondial. Elle retrace dans l'histoire moderne les liens entre l'État-nation et les classes capitalistes, depuis le début de l'abolition des barrières tarifaires britanniques en 1846 jusqu'à aujourd'hui. Elle fait valoir, à l'instar de Kautsky dans un fameux débat avec Lénine, que l'«ultra-impérialisme» est une stratégie capitaliste qui vise, par la voie de la transnationalisation du capital, à intégrer l'économie au niveau mondial et à endiguer la compétition.

L'argument macro-économique trouve de multiples applications sur le plan empirique. Trevor Harrison⁷, par exemple, estime que le commerce de parties du corps humain doit être compris dans le contexte plus large de la mondialisation, plus spécifiquement «de l'extension et de l'intensification du mode d'échange capitaliste». Barbara Neis⁸ applique à l'industrie de la pêche l'approche «institutionnelle» inspirée de Michael Piore et Charles Sabel⁹, et souligne qu'avec la restructuration du capitalisme qui s'éloigne de la production de masse pour adopter une forme de «spécialisation

-
6. H. Friedman, «New Wines, New Bottles: Regulation of Capital on a World Scale», dans J. Jenson, R. Mahon et M. Bienefeld (dir.), *Production, Space, Identity. Political Economy Faces the 21st Century*, Toronto, Canadian Scholars Press, 1993, p. 371-400.
 7. T. Harrison, «Globalization and the Trade in Human Body Parts», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 36, n° 1, p. 21-35.
 8. B. Neis, «Flexible Specialization: What's That Got to Do with the Price of Fish?», dans J. Jenson, R. Mahon et M. Bienefeld (dir.), *op. cit.*, p. 83-110.
 9. M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Divide: Possibilities for Prosperity*, New York, Basic Books, 1984.

flexible», on pourrait offrir des produits sur mesure pour des marchés liés à de petites communautés.

Lorsque vient le moment de saisir des enjeux spécifiques, ces arguments aux visées historiques nous laissent en rade. Par contre, l'étude de Jenson et de Sousa Santos¹⁰, dans l'excellent ouvrage de sciences politiques dont ils sont eux-mêmes directeurs, explore le sujet à un niveau plus empirique, et tout en nuances. Les deux auteurs tracent une trajectoire plus complexe que celles qu'on trouve habituellement dans les textes néomarxistes ou néoclassiques. Ils considèrent la mondialisation comme plurielle, multidimensionnelle, située au sein de relations de pouvoir inégales. Selon cette perspective, «la mondialisation est le processus grâce auquel une situation ou une entité donnée traverse avec succès les frontières pour s'étendre à la planète, mais, ce faisant, développe aussi la capacité d'identifier localement les conditions sociales ou les entités adverses». Une autre contribution canadienne au même ouvrage est celle de l'avocate Ruth Buchanan qui examine les effets de la mondialisation au Nouveau-Brunswick, province où le gouvernement invitait des firmes à implanter leurs services de télécommunications¹¹. Buchanan démontre que la mondialisation n'est pas un processus unique; il s'agit plutôt de la fusion de plusieurs processus qui s'appuient sur les particularités locales et sur les forces plus larges de la transformation de l'économie. Cette fusion se produit «par l'entremise d'une multiplicité d'interactions et d'institutions qui ont nécessairement des assises locales, dans des lieux qui ont une histoire et des besoins qui leur sont propres, dans des circonstances qui leur sont propres». Ainsi il ne s'agit pas que d'intégration et d'accumulation, mais aussi de décentralisation. Petras et Veltmeyer verraient ici un cas exemplaire de la façon dont les gouvernements locaux deviennent les agents du capital transnational. (À ce propos, il semblerait que le Lichtenstein ait décidé de se «louer» à toute FTN qui requerrait son territoire à des fins publicitaires.)

Les arguments de type féministe tendent en général à aborder la mondialisation latéralement, mais Silvia Federici¹², elle, l'attaque de front. Selon elle, les femmes supportent plus que leur part des coûts de la mondialisation, non pas à cause d'un préjugé patriarcal qui serait véhiculé

10. J. Jenson et B. de Sousa Santos (dir.), *Globalizing Institutions. Case studies in regulation and innovation*, Aldershots, Ashgate, 2000, p. 11.

11. R. Buchanan, «1-800 New Brunswick: Economic Development Strategies, Firm Restructuring and the Local Production of "Global" Services», dans J. Jenson et B. de Sousa Santos (dir.), *ibid.*, p. 53-80.

12. S. Federici, «Women, Globalization and the International Women's Movement», *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXII, p. 1025-1050.

par les organismes internationaux (ainsi que le prétendent certaines féministes), mais bien à cause des «objectifs avoués de la mondialisation». Cela renvoie entre autres au mouvement du capital d'entreprise vers le contrôle total de la main-d'œuvre et des ressources naturelles, à la pression qui s'exerce sur les États pour qu'ils augmentent les investissements dans la reproduction de la force de travail, et à la tentative d'accaparer ce qui reste de patrimoine commun, de ressources naturelles ou de terres dédiées à la culture de base.

Dans le résumé qui clôt le fameux ouvrage dirigé par William Carroll, Robert S. Ratner¹³ réitère tous les arguments de la gauche et ceux entendus sur le plan international contre la mondialisation. Dans un autre contexte, Carroll et James Beaton¹⁴ décrivent les relations qu'entretiennent l'élite d'entreprise et les conseils d'administration des universités, pour arriver à la conclusion guère surprenante que des «liens hégémoniques» se créent.

Plusieurs des développements théoriques que l'on retrouve dans cette littérature paraîtront familiers aux lecteurs francophones de Michael Aglietta¹⁵ et Alain Lipietz¹⁶. En fait, on peut raisonnablement penser que ces différentes analyses plongent leurs racines dans une même littérature. Cela concerne aussi bien la gauche que la droite, puisque chacun choisit son école dans le même forum mondial. Chacun sélectionne aussi les faits qui seront interprétés. Les rapports des Nations Unies sur la répartition internationale des revenus sont tenus pour crédibles par la gauche qui les utilise pour appuyer l'idée que les riches deviennent plus riches encore, et les pauvres plus pauvres, depuis l'après-guerre. Mais les partisans de la mondialisation interprètent ces statistiques comme des problèmes temporaires d'ajustement à la nouvelle économie. Les autres points de discordance, c'était prévisible, concernent la question de savoir si les pays développés sont des pays démocratiques (ou s'ils ont jamais connu la

13. R. S. Ratner, «Many Davids, One Goliath», dans W. Carroll (dir.), *Organizing Dissent*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 271-286; voir aussi, de W. Carroll (en collaboration avec R. Desai et W. Magnusson), *Globalization Social Justice and Social Movements*, Victoria, University of Victoria, 1996.

14. W. Carroll et J. Beaton, «Globalization, Neo-liberalism, and the Changing Face of Corporate Hegemony in Higher Education», *Studies in Political Economy*, vol. 62, été 2000, p. 71-98.

15. M. Aglietta, *A Theory of Capitalist Regulation*, London, New Left Books, 1979.

16. A. Lipietz, «The Globalization of the General Crisis of Fordism, 1967-1984», dans J. Holmes et C. Leys (dir.), *Frontyard. Backyard: The Americas in the Global Crisis*, Toronto, Between the Lines, 1987, et «New Tendencies in the International Division of Labor: Regimes of Accumulation and Modes of Regulation», dans A. J. Scott et Michael Storper (dir.), *Production, Work and Territory*, Boston, A. Unwin, 1986, p. 16-40.

démocratie, s'ils l'ont perdue, etc.), si la démocratie en tant que mode de gouvernance a progressé dans le monde ou si elle a reculé, comment le capital mondial affecte-t-il l'État (démocratique ou autre)? Enfin, les effets de la mondialisation sur la main-d'œuvre, les médias, les classes et les institutions sociales, la destruction des communautés et des cultures alternatives.

2. La mondialisation et les transactions normales du marché

Afin de mesurer la distance considérable qui sépare les analyses qui voient dans la mondialisation une forme d'impérialisme et celles qui l'interprètent comme une suite «normale» d'échanges économiques, il suffira de renvoyer à des ouvrages collectifs comme celui qu'a produit la société Bell Canada, sous la direction de Thomas J. Courchene¹⁷. Les auteurs, pour la plupart économistes et politicologues, ne se préoccupent pas de classes sociales et de genres, mais s'intéressent plutôt aux problèmes de régulation, aux programmes de recherche et développement, à l'innovation, à la productivité, à la compétitivité, toute la panoplie économique à l'usage de ceux qui sont raisonnablement à l'aise avec le système capitaliste. D'autres analyses de ce type se trouvent aussi dans le recueil dirigé par George Hoberg, *Capacity for Choice*¹⁸, consacré aux effets de l'intégration continentale nord-américaine du côté canadien.

3. L'État-providence démocratique

Toutes les critiques de la mondialisation, ou presque, indiquent qu'un des coups de force majeurs, tant du processus économique que de son complément idéologique dans la «nouvelle droite», est le démantèlement de l'État-providence démocratique. Laura McDonald¹⁹, dans l'ouvrage de Hoberg, observe que la mondialisation «transforme le rapport de l'international et du national, de l'État et de la société, du privé et du public, mettant ainsi en question l'exercice de la démocratie». Macdonald est aussi cosignataire, avec Christina Gabriel, d'un autre article figurant dans un

17. T. J. Courchene (dir.), *The Nation State in a Global/Information Era: Policy Challenges*, Actes du colloque tenu à Queen's University, Kingston, John Deutsch Institute, Queen's University, 1996.

18. G. Hoberg (dir.), *Capacity for Choice. Canada in a New North America*, Toronto, Toronto University Press, 2001.

19. L. McDonald, «Governance and State-Society Relations: The Challenges», dans L. G. Hoberg, *ibid.*, p. 190.

ouvrage sous la direction de Wallace Clement et Leah F. Vosko²⁰. Dans cet article, les auteurs examinent les politiques de l'après-ALENA, en faisant valoir notamment que l'État-nation continue à déployer une puissance considérable, contrairement aux prédictions des opposants au libre-échange, et que sa souveraineté s'exerce de nouvelles façons.

Dans le but d'évaluer la véracité de la thèse voulant que les gouvernements néolibéraux procèdent au démantèlement de l'État-providence, John Myles et Jill Quadagno²¹ ont examiné le volume et la répartition des dépenses sociales des États européens et nord-américains depuis l'après-guerre. Selon les auteurs, quoi qu'il en soit finalement de la plausibilité de cette thèse défendue par les critiques de la mondialisation, «établir un lien causal entre le progrès de la mondialisation et la réduction de l'État-providence dans les démocraties riches s'avère difficile, et lorsqu'on découvre un tel lien, les effets sont souvent autres que ceux qui étaient attendus». C'est qu'une pluralité d'institutions politiques et différents modèles encadrent les relations entre acteurs économiques et influencent, voire déterminent, la façon dont l'État répond aux pressions internationales alors que le pays est affecté par les tendances mondiales. On ne peut porter au débit (ni au crédit) de la mondialisation elle-même tous les changements dans les dépenses sociales. Les auteurs avancent que les causes fondamentales sont le ralentissement de la croissance de la productivité et l'augmentation du chômage, après les chocs de 1973 et de 1979. Rappelons que cette analyse s'applique uniquement aux sociétés industrielles avancées. Ainsi que le disent George Soros²² et Joseph Stiglitz²³, le fardeau des politiques néolibérales — la politique des «intégristes» du FMI, comme les appelle Soros — pèse maintenant sur les pays pauvres et en voie de développement.

Gordon Laxer²⁴ signale que le terme de mondialisation est la forme abrégée d'une myriade de changements interreliés. Il attaque les partisans de la mondialisation sur quatre fronts:

-
20. W. Clement et L. F. Fosko (dir.), *Changing Canada: Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, à paraître.
 21. J. Myles et J. Quadagno, «Political Theories of the Welfare State», dans *Social Service Review*, mars 2002, p. 43. Voir aussi «Envisioning a Third Way: The Welfare State in the Twenty-First Century», *Contemporary Sociology*, vol. 29, n° 1, p. 156-165; et J. Myles et P. Pierson, «Friedman's Revenge: The Reform of Liberal Welfare States in Canada and the United States», *Politics and Society*, vol. 25, n° 4, 1997, p. 443-472.
 22. G. Soros, *On Globalization*, New York, Public Affairs, 2002.
 23. J. Stiglitz, *Globalization and its Discontents*, New York, W. W. Norton, 2002.
 24. G. Laxer, «Social Solidarity, Democracy and Global Capitalism», dans le numéro spécial qu'il a lui-même dirigé de *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 32, n° 3, 1995, p. 287-313. Voir aussi du même auteur: «Surviving the

- la capacité qu’aurait la mondialisation à miner les souverainetés nationales, tandis que se met en place une intégration économique mondiale plus poussée;
- la tendance à créer de plus fortes concentrations transnationales de la propriété;
- le lien entre la mondialisation, les changements technologiques et le projet politique de la nouvelle droite;
- le lien entre les transformations du marché et le renforcement de la démocratie.

L’auteur associe l’ensemble de ces hypothèses aux partisans de la mondialisation, bien que plusieurs de leurs adversaires admettent aussi l’existence de telles forces. Laxer se prononce contre ces hypothèses, et propose d’extirper la nouvelle droite du pouvoir en faveur d’une revitalisation de la gauche.

William Coleman²⁵ a écrit un livre stimulant sur la mondialisation et les services financiers, dans lequel il examine non seulement les changements micro-économiques, mais tente de mesurer à quel point ces changements provoquent (ou inhibent) la naissance d’une société plus ouverte et plus démocratique au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et en Allemagne. Un autre livre, écrit en collaboration avec Michael Atkinson²⁶, explore les rapports entre l’État et l’économie au Canada, et comporte des chapitres sur quelques secteurs industriels majeurs (télécommunications, produits pharmaceutiques, transformation de la viande, produits laitiers). Les auteurs concluent que la politique industrielle est «truffée de contradictions», l’État intervenant massivement dans un secteur pour en abandonner pratiquement un autre. Dans leur explication, ils n’invoquent pas la mondialisation: apparemment, l’État fédéral canadien est tout à fait capable de créer ses propres contradictions sans l’aide de qui que ce soit.

Eric Helleiner²⁷ examine la polémique actuelle sur l’éventualité d’une Union monétaire nord-américaine (UMNA). Il souligne que le projet n’a

Americanizing New Right», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 27, n° 1, 2000, p. 55-75.

25. W. Coleman, *Financial Services, Globalization and Domestic Policy Change*, Londres, Macmillan, 1996.
26. W. Coleman et M. Atkinson, *The State, Business, and Industrial Change in Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1989.
27. E. Helleiner, «Towards North American Common Currency», dans W. Clement et L. Vosko (dir.), *op. cit.*

que peu à voir avec le libre-échange, et beaucoup avec la mondialisation financière, le mouvement souverainiste québécois et le regain d'intérêt pour les politiques monétaires néolibérales. Il juge que les souverainistes québécois considèrent l'UMNA comme une voie vers l'indépendance, mais doute qu'elle réussisse mieux dans les premières décennies de ce siècle qu'elle ne l'a fait jusque-là. Un article de François Rocher et Christian Rouillard dans le recueil de Hoberg s'intéresse aussi à la question de la séparation²⁸. Ils font état d'une profonde contradiction entre le fédéralisme et la mondialisation: «L'opposition irréductible entre l'intégration continentale et le fédéralisme devient plus qu'évidente. La première pousse vers l'uniformité, alors que le second rime avec diversité. Une plus grande intégration économique ne peut se réaliser qu'en sacrifiant le fédéralisme lui-même.» Voilà une façon de présenter sous un jour nouveau la question des tendances à l'homogénéisation et leurs effets, tant sur la constitution que sur la culture d'États dépendants comme le sont le Canada et, bien entendu, le Québec. (Permettez-moi cet intermède humoristique, cela me rappelle une histoire de Quino, le célèbre bédésiste argentin, dans laquelle un homme, apercevant un gribouillis dans la rue, tente de l'effacer avec le pied; l'homme est happé et entraîné dedans jusqu'à ce qu'il disparaisse complètement. Arrive alors un autre homme...).

Un article remarquable signé par Mark W. Zacher²⁹, dans l'ouvrage collectif dirigé par Courchene, porte sur les «relations paradoxales» entre l'État-nation et l'économie mondiale. Dans les termes de Petro et Veltmeyer, cela apparaîtrait comme inhérent aux contradictions du capitalisme; chez Zacher, on trouve une présentation nuancée d'une longue histoire qui débute avant celle du capitalisme, et dont les racines plongent dans la nature même de l'espèce humaine et de son organisation sociale.

Ellen Wall et Barbara Beardwood³⁰ proposent une perspective originale sur l'agriculture canadienne et l'Organisation internationale de normalisation (ISO 14000). Il s'agit d'une approche novatrice qui s'intéresse aux conséquences locales de la mondialisation, avec la mise en place des normes ISO de gestion de l'environnement, partout en Amérique du Nord. L'étude, solidement fondée empiriquement, arrive à la conclusion que les plans de gestion proposés affecteront le rôle de l'État, brouilleront les frontières entre les secteurs privé et public et auront de «profondes

29. M. Zacher, «The Global Economy and the International Political Order: Some Diverse and Paradoxical Relationships», dans T. J. Courchene, *op. cit.*, p. 67-82.

30. E. Wall et B. Beardwood, «Standardizing Globally, Responding Locally: The New Infrastructure, ISO 14000, and Canadian Agriculture», *Studies in Political Economy*, vol. 64, printemps 2001, p. 33-57.

répercussions sur les rapports de l'État et de la société civile». Cette conclusion n'est donc pas très différente des autres, mais elle est basée sur la recherche plutôt que sur une théorie générale; elle diffère par contre en ce qu'elle se penche sur les rapports entre la mondialisation et l'écologie, ce que bien peu de sociologues ont fait jusqu'ici.

Michael Smith, essayiste prolifique, fait résolument bande à part en sociologie et s'écarte du climat consensuel de la gauche. Dans un article récent sur l'intégration économique³¹, il fait valoir notamment que le système fiscal est un instrument de politique sociale d'une suprême importance, et qu'en dépit des tendances à l'intégration, rien ne semble indiquer une convergence entre les taux de taxation aux États-Unis et au Canada. Parmi les explications possibles, l'auteur retient la disparité des programmes sociaux. Smith examine le cas de l'assurance-emploi et conclut que la divergence ou la convergence des programmes et des taux de taxation seraient dues à une série de facteurs qui ne dépendent pas de l'intégration économique. Dans un second article sur les changements technologiques et le marché du travail³², il examine la performance des systèmes d'éducation et de formation professionnelle canadiens en ce qui a trait à la transmission des compétences. Dans un troisième³³, bien qu'il admette que certains secteurs soient touchés, il affirme que «la mondialisation n'a probablement aucun effet substantiel sur le marché du travail considéré dans son ensemble». Smith ne veut rien entendre de l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme. Il aborde son objet comme le font couramment les scientifiques: pièce par pièce, sans tenir compte du contexte écologique. Il a pourtant le courage de nager contre le courant en sociologie, et à ce titre il mérite toute la considération de ses collègues qui, dans la quête de la grande théorie, négligent parfois les faits empiriques³⁴.

-
31. M. Smith, «Economic Integration Probably Has Not Caused Convergence of Social Policy, But There May be a Cost to That», communication présentée dans le cadre de HRDC/Industry Canada Conference on North American Linkages, Montréal, novembre 2000.
 32. M. Smith, «Technological Change, the Demand for Skills, and the Adequacy of their Supply», *Canadian Public Policy*, vol. XXVII, n° 1, 2001, p. 1-21.
 33. M. Smith, «Globalization: Does it have a substantial effect on labour markets in rich countries?», communication présentée dans le cadre de la table ronde «La mondialisation et le travail», XVI^e Congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, 2002.
 34. Voir aussi M. Smith, «What is to be done? And do we have any choice?», étude critique, *Canadian Journal of Sociology*, vol. 25, n° 2, 2000, p. 239-251.

Dans un recueil international dirigé par Valeria Gennaro Lerda³⁵, Gilles Trudeau, Bruce Daniels et Terry Rolfe élaborent une intéressante perspective «euro-atlantique». Rolfe rappelle à juste titre que l'efficacité au sens économique et l'équilibre des écosystèmes sont incompatibles. Il ajoute que ce ne sont pas seulement des perspectives transnationales, mais aussi transdisciplinaires qui doivent être présentées à la table de négociation. Signalons également le rapport du Forum international sur la mondialisation³⁶ qui s'attarde aux solutions de rechange d'un groupe d'activistes populaires parmi lesquels on retrouve les Canadiens Tony Clarke et Maude Barlow.

John F. Helliwell est un économiste doué d'une sensibilité sociologique hors du commun. Il est l'auteur de deux monographies sur la mondialisation, plus particulièrement sur ses effets au Canada³⁷. À son avis, les mythes dominent le débat sur la mondialisation, au détriment des faits. Il rappelle ce fait, par exemple, que «la distance et les frontières nationales ont des effets étonnamment profonds et durables sur les formes de la vie économique». En retournant aux études de John McCallum³⁸, qui démontraient qu'en 1988, les échanges de marchandises entre les provinces canadiennes étaient vingt fois plus importants que les échanges entre ces provinces et les États américains de grandeur et de distance comparables, il fait aussi valoir que la crainte de perdre le levier politique sur le plan national est nettement exagérée. Helliwell passe en revue plusieurs indicateurs du «bien-être» à l'échelle nationale, dont les soins de santé, l'aide sociale, l'éducation, la recherche, la fiscalité, l'exode des cerveaux, les inégalités, la redistribution et d'autres facteurs d'ordre macro-économiques. Il conclut, avec certaines variations selon les paramètres, que l'État-nation (le Canada, en l'occurrence) est toujours une unité valable, capable de définir un éventail considérable de politiques indépendantes.

-
35. V. Gennaro Lerda (dir.), *Which «Global Village»? Societies, Cultures, and Political-Economic Systems in a Euro-Atlantic Perspective*, Westport, Praeger, 1998.
36. International Forum on Globalization, Report Drafting Committee, *Alternatives to Economic Globalization. A Better World is Possible*, San Francisco, Berrett-Koehler, 2002; voir aussi M. Barlow et T. Clarke, *Global Slowdown. How the New Activists are Fighting Global Corporate Rule*, Toronto, Stoddart, 2001.
37. J. F. Helliwell, *Globalization: Myths, Facts, and Consequences*, Toronto, CD Howe Institute, 2000; et *Globalization and Well-Being*, Vancouver, UBC Press, 2002.
38. J. McCallum, «National Borders Matter: Canada-US Regional Trade Patterns», *American Economic Review*, vol. 85, juin 1995, p. 615-623.

4. Note sur Stiglitz et Soros

Pour mieux comprendre ce système mondial, arrêtons-nous à deux propositions récentes des gourous du système capitaliste. Alors qu'il était lui-même vice-président de la Banque mondiale, puis conseiller économique auprès de l'administration Clinton, Joseph Stiglitz³⁹ a élaboré une critique serrée du FMI et de son rôle dans le processus de mondialisation. Il estime que la mondialisation peut avoir des effets dévastateurs sur les pays en voie de développement et en particulier sur leur population pauvre; il maintient cependant que l'abolition des obstacles au libre-échange pourrait bien être bénéfique, spécialement pour ces pays et pour ces mêmes pauvres. Selon lui, c'est précisément la gestion de l'économie mondiale qui empêche cette amélioration, en particulier les accords sur le commerce international, manipulés de façon à nuire aux pays pauvres. George Soros⁴⁰, riche investisseur maintenant animé d'une mission, qui apporte aux pays en voie de développement des formules novatrices pour vaincre la pauvreté, partage le même point de vue. Il définit la mondialisation comme «la libre circulation du capital et la domination progressive des marchés financiers mondiaux et des entreprises multinationales sur les économies nationales». Il fait valoir que les effets négatifs de la mondialisation sur l'État-providence et sur les pays pauvres, dus en partie aux «intégristes du marché» dans les administrations Thatcher et Reagan, provenaient de gestes délibérés et stupides. Comme Stiglitz, il est très sévère à l'égard du FMI et d'autres institutions financières qui n'ont pas compris les avantages relatifs des biens publics et des biens privés, de l'action gouvernementale et des mécanismes du marché, ainsi que des différences culturelles. Tous deux issus de la forteresse capitaliste, ces deux critiques s'entendent pour dire que la question fondamentale que soulève la mondialisation porte sur l'effet des flux de capitaux sur la culture et l'environnement. Ils reconnaissent que ces effets varient énormément selon les rapports géopolitiques et les ressources disponibles sur le marché. Il n'y a pas de modèle unique, et les choix s'étendent bien au-delà d'une simple alternative.

5. Réflexions personnelles

Les sociologues me laissent perplexe parce que très peu d'entre eux se mesurent aux véritables énigmes de notre société. Je comprends pourquoi

39. J. Stiglitz, *op. cit.*

40. G. Soros, *On Globalization*. New York, Public Affairs, 2002.

des politologues ont un penchant pour l'étude de l'État, mais pourquoi nous enferment-ils davantage que les sociologues quant aux conséquences de la mondialisation sur la culture? Pourquoi des économistes produisent-ils des études sociologiques? Et pourquoi les recherches riches et originales sur les rapports entre la société et notre milieu naturel ne proviennent-elles pas plus fréquemment des sociologues? J'aimerais croire que quelques ouvrages importants m'ont tout bonnement échappé en cours de route.

Je partage entièrement l'idée que le FMI et d'autres organismes internationaux ont fait plus de tort que de bien en ce monde au bord de l'épuisement. Mais où sont donc les sociologues qui en produiraient le rapport détaillé? Nous sommes passés maîtres dans la représentation des trajectoires historiques, mais apparemment nous avons beaucoup à apprendre du côté de la recherche empirique qui nous aiderait à maintenir des préoccupations plus terre à terre et mettrait à l'épreuve certaines de nos théories.

Que répliquer à John Gray qui, dans un fameux article du *New Statesman* de Londres, annonce la fin de la mondialisation⁴¹? Il fait valoir que la courte période de libéralisation des marchés, soit les dix ou vingt ans qui suivirent la chute du communisme, a connu une fin spectaculaire le 11 septembre 2001. «Nous entrons, dit-il, dans une longue période — non des mois, mais des années, peut-être des décennies — d'intenses et graves conflits.» Cette prédiction est probablement juste, mais je doute qu'elle signifie la fin de la mondialisation. Il n'y a nulle part à aller pour le capital, sauf à se répandre dans le monde entier, et le capital pénétrera certainement tous les endroits disponibles, en requérant le concours des États chaque fois que ses prérogatives seront mises en question. Les heures de gloire de la nouvelle droite sont cependant révolues: les millions de personnes qui manifestaient en février dans toutes les villes du monde contre George Bush — mes amis américains l'appellent *the shrub*, «l'arbrisseau» — et sa tentative de mettre la main sur les réserves de pétrole et le système monétaire (voir W. Clark⁴²) ont clairement démontré que les mythes et les mensonges ne passent plus dans «les masses». Nous ne faisons pas tous déjà partie du groupe des activistes, mais nous ne sommes pas non plus sans voix. La sociologie a bien un rôle à jouer ici: elle doit à tout le moins témoigner, en documentant avec soin ce qui arrive maintenant. Il ne s'agit

41. J. Gray, «The Era of Globalization is Over», *New Statesman*, septembre 2001, p. 25-27.

42. W. Clark, «The Real Reasons for the Upcoming War with Iraq: A Macroeconomic and Geostrategic Analysis of the Unspoken Truth», dans *Independent Media Center*, www.indymedia.org, ressource électronique consultée en 2003.

pas de théorie — il y en a en abondance —, mais de ce qui se passe réellement. Et si cela ne correspond pas à la théorie, nous devons aussi en témoigner.

Nous aurions avantage à apprendre des disciplines voisines: la société (je suppose que c'est notre sujet d'étude) comporte des dimensions économique, politique, culturelle, juridique et spatiale. Nous ne pouvons nous permettre de parler plus longtemps entre nous comme si les résultats obtenus dans les autres champs ne nous concernaient pas.

Finalement, nous revenons à l'État. Lorsque je parcours la littérature sur la mondialisation au Canada anglais, je m'étonne combien en définitive elle porte sur l'État, en dépit de la réalité certainement paradoxale et contradictoire qui est celle des États aujourd'hui. Il semble que les États soient tout ce qui reste entre nous et l'avidité sans borne du capitalisme, comme entre nous et les peurs tout aussi envahissantes des laissés-pour-compte.

Patricia MARCHAK
Département de sociologie et d'anthropologie
Université de la Colombie Britannique

Résumé

On trouvera dans ce court essai un survol des travaux sur la mondialisation entrepris par quelques praticiens des sciences sociales canadiens-anglais. Sont incluses les contributions de la veine néo-marxistes (pour laquelle la théorie de la mondialisation est une extension de l'ancienne théorie de l'impérialisme), et de la veine néoclassique (pour laquelle la mondialisation est une conséquence des relations normales de marché). L'État-providence démocratique est le foyer de nombreux travaux, lesquels abordent la question de la destruction et du changement. Sur ce sujet, il existe davantage de travaux venant de l'extérieur de la discipline sociologique. L'auteur conclut son essai par quelques réflexions personnelles sur ce champ d'étude, tel qu'il se présente en 2003.

Abstract

This short essay surveys anglophone sociological and selected other social science literature on globalization. It includes contributions in the

neo-Marxist vein, where globalization is an extension of earlier theory on imperialism, and neo-classical contributions where globalization is understood as normal market transactions. The democratic welfare state is the focus of many contributions, where destruction and change are debated. There are more contributions from sister disciplines than from sociologists on this topic. The author concludes with some personal reflections on the field as of 2003.

Resumen

Este ensayo breve es un reconocimiento de las obras literarias en los ramos de sociología y otras ciencias sociales, escritas en inglés, en Canadá, sobre la globalización. Incluye contribuciones de inclinación neo-marxista, en lo cual, globalización esta visto como extensión de la anterior teoría del imperialismo, y tambien incluye obras en lo cual la globalización esta vista como condición normal del mercado. Muchos de las contribuciones enfocan al estado democratico de bienestar social, haciendo debate sobre la destrucción y cambio del mismo. Entre los dichos contribuidores los sociologos son menos numerosos que los contribuidores de otras disciplinas. La autora concluye este ensayo con algunos pensamientos personales, acerca del ramo, en la actualidad